

Une interview exclusive du secrétaire général du parti communiste espagnol  
par Jacques GUILLEMÉ-BRULON



# “L'AVENIR DE L'ESPAGNE N'A PAS ÉTÉ RÉSOLU PAR LE RÉFÉRENDUM”

nous dit M. Santiago CARRILLO

- “ NOUS NOUS REFUSONS A IMAGINER L'IDÉE MÊME D'UNE NOUVELLE GUERRE CIVILE ”
- “ LES CATHOLIQUES SONT NOS ALLIÉS LES PLUS FIDÈLES ET LES PLUS EFFICACES ”

UNE nation n'est pas un monolithe, un Janus dont l'une des faces demeurerait constamment dissimulée aux regards de l'observateur. Cela est particulièrement vrai de l'Espagne, pays complexe entre tous et dont nous nous sommes constamment efforcés de présenter tous les aspects, les plus officiels comme les plus secrets.

Après le chef de l'Etat, nous avons fait défiler tour à tour à cette même tribune tout ce qui compte parmi les personnalités au pouvoir ou dans l'opposition. Monarchistes, technocrates, phalangistes, socialistes, démocrates-chrétiens, syndicalistes sont venus nous dire ce qu'ils pensaient de l'Espagne d'aujourd'hui et de demain. Il manquait cependant une voix à l'appel, qui, bien que clandestine comme tant d'autres des partis démocratiques de l'Espagne contemporaine, dispose néanmoins d'une audience étendue dans le monde actuel : celle du parti communiste.

Nous n'avons donc pas hésité à interroger M. Santiago Carrillo avec la même franchise qui nous a jusqu'à présent guidés. Le secrétaire général du parti communiste espagnol a répondu à nos questions. Point n'est besoin de souligner que ses réponses n'engagent que M. Santiago Carrillo et le parti

**QUESTION.** — M. Lopez Rodo, ministre commissaire au Plan de Madrid, a déclaré que « la Loi organique de l'Etat aligne l'Espagne sur l'Europe ». Que pensez-vous de cette affirmation ? Comment voyez-vous l'évolution de votre pays à la suite du référendum du 14 décembre dernier ? N'estimez-vous pas que l'étréinte de la dictature se soit considérablement relâchée en Espagne depuis 1957 ?

**REPONSE.** — Je pense que M. Lopez Rodo exagère beaucoup quand il déclare que « la loi organique de l'Etat aligne l'Espagne sur l'Europe ». L'Europe actuelle est issue de la défaite du fascisme et elle est organisée, plus ou moins, sur la base des libertés politiques, de

plus clair qu'il ne l'était avant le référendum. L'étréinte de la dictature s'est certes relâchée ; cela a été notamment obtenu grâce aux sacrifices et au combat mené par la classe ouvrière, les étudiants et les intellectuels. C'est le mouvement populaire d'opposition qui a imposé la retraite progressive et limitée de la dictature. La vérité est qu'elle n'a jamais rien cédé de sa propre initiative. C'est ainsi que le décret du mois de novembre dernier « annulant les responsabilités dérivées de la guerre civile » n'a pas eu pour conséquence la libération d'un seul détenu ni le

communiste espagnol. « Le Figaro » se contente de donner en l'occurrence et à son habitude le reflet d'une information nécessaire, objective et qu'il serait aussi maladroit que contraire au réalisme le plus élémentaire d'ignorer.

Le gouvernement de Madrid a lui-même fort bien compris l'intérêt du problème en suspens, qui a laissé les adhérents des commissions ouvrières, essentiellement composées de communistes, se présenter aux élections syndicales d'octobre dernier. Ces hommes figurent désormais parmi les délégués des grandes entreprises. L'hommage parisien à Picasso, membre illustre du P.C.E., a d'autre part été célébré avec éclat par l'ensemble de la presse espagnole comme un événement « national » de la plus haute importance. Sur un autre plan, M. Castiella, ministre des Affaires étrangères, vient de couronner son approche subtile des démocraties populaires en établissant des liens diplomatiques entre Madrid et Bucarest. Le général Franco lui-même n'a-t-il pas enfin déclaré, récemment, « que les combattants de la guerre civile, quel que fût leur camp, avaient arrosé de leur sang les fondements de la nouvelle Espagne ».

C'est dans ce cadre précis et réaliste que s'inscrivent les déclarations exclusives que M. Santiago Carrillo vient de faire à notre journal. J.-G. B.

retour d'un seul exilé politique en Espagne. Au consulat de Paris, les Espagnols qui sont allés aux renseignements se sont entendu répondre que rien n'était changé. Nous autres, dirigeants communistes exilés, étions cependant prêts à rentrer en Espagne tout en sachant que nous n'aurions aucune garantie pour notre activité future ; mais nous étions aussi résolus à en accepter les risques. Je pense que les autres exilés auraient fait de même. Toutefois, cette mesure de « grâce » n'a été qu'une parodie semblable au « référendum » qui l'a suivie.

que chose de figé, un vestige, presque un souvenir et non quelque chose de présent, sensible à l'évolution générale de l'Espagne et du monde.

Cela dit, il est vrai que, à l'échelon des entreprises, les commissions ouvrières et quelques

## L'opposition doit être fidèle à ses principes

A mon avis, dans un avenir prochain, le processus de décomposition du « mouvement » va s'accroître. D'une manière ou d'une autre, si des groupements politiques trouvent un jour une existence légale ou si le monopole de la direction politique continue d'être entre les mains du groupe démocratique du « secrétariat général », des forces nouvelles vont se dégager qui passeront à l'op-

groupes « anti-verticalistes » ont réussi à présenter leurs candidatures et à remporter de grandes victoires aux élections syndicales. Si les résultats des élections de la base avaient été respectés à cette heure, la direction des syndicats verticaux serait entièrement passée entre les mains de l'opposition. Et il faut souligner que les commissions ouvrières sont allées aux élections en proclamant leur volonté de mener une lutte pour dépasser ces syndicats afin d'aller vers la création d'une centrale ouvrière indépendante et démocratique. Est-ce là un signe de libéralisation de régime ou bien la démonstration de la puissance acquise par le nouveau mouvement ouvrier ? Pour moi, la réponse ne fait pas de doute.

Mais je ne vois pas comment l'opposition pourrait utiliser la même méthode que les syndicats pour s'introduire au sein des groupements politiques qui peuvent se définir à l'intérieur du régime. Il faudrait d'abord qu'il soit prouvé que ces groupements seront un jour reconnus légalement ; pour l'instant, ceux qui semblent interpréter plus fidèlement la pensée du Caudillo les rejettent. D'autre part, quel intérêt peut avoir l'opposition à se confondre avec les tenants du régime ?

rendum m'a apporté au surplus la preuve que c'est là le seul chemin réaliste. Il est clair que, malgré la prétendue libéralisation, il n'existe pas à l'intérieur du régime de voie possible vers la démocratie. Il faut donc rechercher ce chemin ailleurs. Mais, étant donné que nous — et avec nous l'immense majorité des



Un étudiant soutenu par un camarade après les heurts avec la police qui ont marqué les récentes manifestations en Espagne.

R. — Nous sommes pleinement conscients des sentiments catholiques d'une large partie du peuple espagnol comme de l'évolution qui s'opère au sein de l'Eglise, surtout dans le bas clergé et chez les militants d'action catholique. Cette évolution est beaucoup moins sensible dans la hiérarchie, qui doit sa nomination — il ne faut pas l'oublier — à Franco et qui se montre fort parcimonieuse dans l'application des orientations conciliaires.

En tout cas nous ne concevons pas une Espagne démocratique où les croyances religieuses et en particulier l'Eglise catholique ne seraient pas pleinement respectées par l'Etat. Nous autres communistes espagnols pensons que tant du côté catholique que du côté des forces de gauche, les oppositions qui nous ont déchirés et ont causé tant de mal sont sur le point d'être dépassées. Aujourd'hui, en Espagne, les alliés les plus

loyaux et les plus efficaces que nous ayons dans la lutte pour la liberté et la justice sociale sont les catholiques. Cette alliance est la meilleure garantie pour l'avenir dans le sens que nous-mêmes, communistes, serions les premiers à défendre les droits des catholiques si quelqu'un tentait de leur porter atteinte. Jacques Guillemé-Brulon.

© Le Figaro et Jacques Guillemé-Brulon.

rope actuelle est issue de la défaite du fascisme et elle est organisée, plus ou moins, sur la base des libertés politiques, de la pluralité des partis, de l'élection des représentants du peuple au suffrage universel. En revanche, en Espagne, la nouvelle loi organique confirme le général Franco dans son poste de dictateur à vie, poste auquel il a accédé après une victoire militaire acquise grâce au soutien direct de ces mêmes systèmes défaits au cours de la Seconde Guerre mondiale. L'origine du régime franquiste présente donc une tare qui ne peut s'effacer simplement par la grâce du mot « européen ». D'autre part, la nouveauté essentielle de cette loi consiste en l'élection d'un cinquième des Cortes par les suffrages des pères de famille. Pourquoi les pères de famille et non l'ensemble de la population ? Cette éviction de la jeunesse n'a rien d'européen, que je sache, à une époque où celle-ci joue un rôle grandissant dans la vie politique, économique et sociale des peuples. Il n'existe, en outre, aucune garantie sur la rigueur de ces élections, puisque le régime du parti unique n'a pas été modifié et que l'opposition n'a aucune possibilité de s'exprimer. Même si ces élections se révélaient honnêtes, que pourraient faire les cent députés élus par les pères de famille face aux quatre cents « députés » nommés plus ou moins directement par l'administration ?

A mon avis, l'avenir de mon pays n'est pas aujourd'hui

## Interprétation de la loi organique

Même les groupes qui soutiennent le régime sont profondément divisés quant aux conséquences réelles qu'entraînera l'application de la nouvelle loi organique. « Ya », quotidien catholique, a exprimé l'importance de ces divergences en écrivant récemment : « Il y a des gens qui ont ratifié la loi parce qu'ils estimaient qu'elle élèverait au niveau constitutionnel ce qui n'était jusqu'à présent qu'un simple décret. En revanche, d'autres l'ont appuyée parce qu'ils espéraient qu'elle signifierait une « ouverture ». Pour les premiers, la loi organique veut donc dire confirmation de l'état de choses existant. Pour les seconds, sa liquidation. En fait, toute l'opposition, des monarchistes aux communistes, est d'accord pour affirmer que, après la promulgation de la nouvelle loi, aucun des problèmes qui se posaient à l'Espagne n'est résolu.

Q. — *L'une des manifestations de la tendance à la « libéralisation » du régime a été l'autorisation tacite accordée aux hommes de formation traditionnelle du syndicalisme à participer — à la base du moins — aux dernières élections syndicales. Nombreux sont les membres des commissions ouvrières, de l'Union Syndicale Ouvrière et de l'Alliance Syndicale Ouvrière qui ont été élus délégués*

*syndicaux de leurs entreprises. Ne croyez-vous pas que l'opposition classique ne dispose pas d'une méthode plus efficace que celle qui consisterait — suivant les mêmes principes que les syndicalistes — à s'introduire au sein des groupements politiques qui ne manqueront pas de se définir à l'occasion de la « reconversion » inaugurée par la Loi organique de l'Etat ?*

R. — Vous parlez de l'opposition classique. Il me semble pourtant que donner cette appellation à l'opposition espagnole actuelle ne correspond plus à la réalité. On pouvait appeler opposition classique celle qui était composée par les partis du Front populaire. Mais aujourd'hui le Front populaire n'existe plus et certaines des formations qui l'intégraient ont pratiquement disparu ou bien ont perdu de l'importance. En revanche, des mouvements d'opposition nouveaux ont surgi qui jouent un rôle non négligeable et que l'on ne saurait identifier avec l'opposition classique. A côté des communistes et des socialistes, une vaste opposition catholique s'est dégagée des secteurs plus ou moins identifiés au régime. Il existe aussi une opposition libérale et monarchiste qui a été créée par des hommes qui se trouvaient auparavant aux côtés de Franco. L'opposition actuelle dépasse donc largement l'opposition classique et diffère de celle-ci par certains de ses aspects. Si j'apporte cette précision à votre question, c'est parce que, parfois les tenants du régime utilisent cette même expression dans un sens péjoratif afin de donner l'impression que l'opposition espagnole est quel-

## Mariage au Brésil d'une nièce du comte de Paris

Rio de Janeiro, 2 février (U.P.). — C'est seulement mercredi soir que l'on a appris à Rio de Janeiro le mariage célébré dans l'intimité, dimanche dernier, à Jacarezinho, du prince Casimir de Bourbon des Deux-Siciles avec la princesse Marie-Christine de Savoie-Aoste. La mariée a été bénie par Mgr Filifak, évêque de Jacarezinho, dans la chapelle privée de l'évêché, en présence des parents du prince Casimir et du prince Pedro-Henrique d'Orléans-Bragance, cousin germain de la comtesse de Paris.

de la direction politique continue d'être entre les mains du groupe démocratique du « secrétariat général », des forces nouvelles vont se dégager qui passeront à l'opposition, renforçant ainsi son efficacité. Les partis et les groupes d'opposition ont, par conséquent, tout intérêt à rester fidèles à leurs principes.

Q. — *Vous avez affirmé au début de 1966 « qu'il n'est d'autre solution que la grève générale révolutionnaire pour rétablir la démocratie en Espagne ». Estimez-vous réaliste (1966 n'étant pas 1936) d'ignorer d'une part, pour minces qu'ils vous apparaissent, les éléments positifs hérités du régime ; possible et sage, d'autre part, étant donné les structures présentes de l'Espagne, d'envisager une expérience de cette envergure avec des chances raisonnables de succès ?*

R. — Dans mon livre Après Franco, quoi ?, j'ai parlé de la grève nationale, non de la « grève révolutionnaire », comme d'un moyen pour débarrasser l'Espagne de la dictature et pour aboutir à l'établissement de la démocratie. La comédie du réf-

## « Nous n'accepterons qu'une monarchie venant du peuple »

Q. — *Si rien ne vient altérer le cours des événements, l'actuel régime débouchera sur la monarchie. Pourriez-vous nous préciser votre attitude face à une telle éventualité ?*

R. — Vous faites là un pari — et je reconnais que vous n'êtes pas le seul à le faire — pari auquel je ne me risquerai pas. Je ne suis pas sûr que le régime actuel débouche nécessairement sur la monarchie. Tant qu'il sera en vie, Franco n'a pas la moindre intention de se faire remplacer à la tête de l'Etat. Et les monarchistes n'ont ni la force, ni la volonté de se débarrasser du Caudillo. Si Franco n'est pas délogé du pouvoir avant sa mort — ce qui est encore à démontrer — tant de choses peuvent se passer au lendemain de sa disparition que parler d'avance pour la monarchie ne me semble pas une évidence. Je crois d'ailleurs que les monarchistes ont, à ce sujet, la même opinion que moi ; c'est pourquoi ils réclament de Franco qu'il rétablisse formellement la royauté tant qu'il est au pouvoir.

Nous n'accepterions pas, au surplus, une monarchie ou tout autre régime qui serait imposé au peuple, d'en haut. Nous considérons que le premier pas à faire pour aboutir à un véritable changement politique consisterait à

Il faut donc rechercher ce chemin ailleurs. Mais, étant donné que nous — et avec nous l'immense majorité des Espagnols —, nous refusons à imaginer l'idée même d'une nouvelle guerre civile, il nous faut créer pas à pas les conditions d'un grand mouvement national, de caractère civique, dans lequel à côté des ouvriers en grève, cessent aussi leurs activités les étudiants et les professeurs, les employés, les commerçants, les artisans, et même les prêtres.

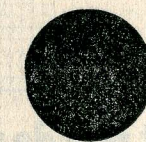
Je sais bien qu'il n'est pas facile d'arriver à déclencher un tel mouvement. Mais à mon avis les difficultés d'une telle entreprise ne concernent pas les différences socio-économiques qui séparent 1936 de 1966, et moins encore le contexte international. Ces difficultés découlent du fait qu'il n'est pas facile de mettre fin à un régime dictatorial sans intervention extérieure même si ce régime est déjà très affaibli. Je suis cependant convaincu que le mouvement d'opposition progresse dans des conditions favorables vers la grève nationale ; et le « Secrétariat du Mouvement » le reconnaissait lui-même il n'y a pas longtemps dans un document intérieur dont je cite quelques extraits dans mon livre.

rétablir les libertés démocratiques. Le peuple devrait ensuite se prononcer librement pour la république ou pour la monarchie. Cela doit être l'affaire d'une Assemblée constituante. Nous autres, communistes, nous prononcerions pour la république. Mais si la majorité souhaitait l'établissement de la monarchie, nous nous inclinerions devant la volonté exprimée démocratiquement par la majorité.

Q. — *L'une des caractéristiques de l'âme espagnole est un sentiment religieux aussi absolu que personnel. Vous avez vous-même écrit, au printemps dernier, que « le dialogue essentiel pour l'Espagne de demain serait celui indispensable qui devrait s'instaurer entre catholiques et communistes ». C'était reconnaître le fait que l'Eglise espagnole a considérablement évolué depuis trente ans ainsi que le prouve notamment la loi sur la liberté religieuse. Cela signifie-t-il d'autre part que, dans votre esprit, et dans l'éventualité où le régime des partis serait un jour rétabli vous seriez disposés à respecter les différentes croyances et singulièrement la religion catholique ?*

# S.E.M.I.C.L.E.

Société d'Économie Mixte  
pour la Construction  
de Logements Économiques



5, avenue Bertie-Albrecht

PARIS (8<sup>e</sup>)

Tél. : 267-24-10

## LIMOGES-UNIC

PORCELAINE - CRISTAL - ORFÈVRES

la plus importante  
maison Française spécialisée

4

magasins

RUE DE PARADIS

PARIS X<sup>e</sup>

12 Articles d'importation  
Orfèvrerie

12bis " La Porcelaine de Paris "

26 Ensembles de Style  
Orfèvrerie

58 Ensembles Modernes  
Orfèvrerie - Cadeaux

LISTE DE MARIAGE